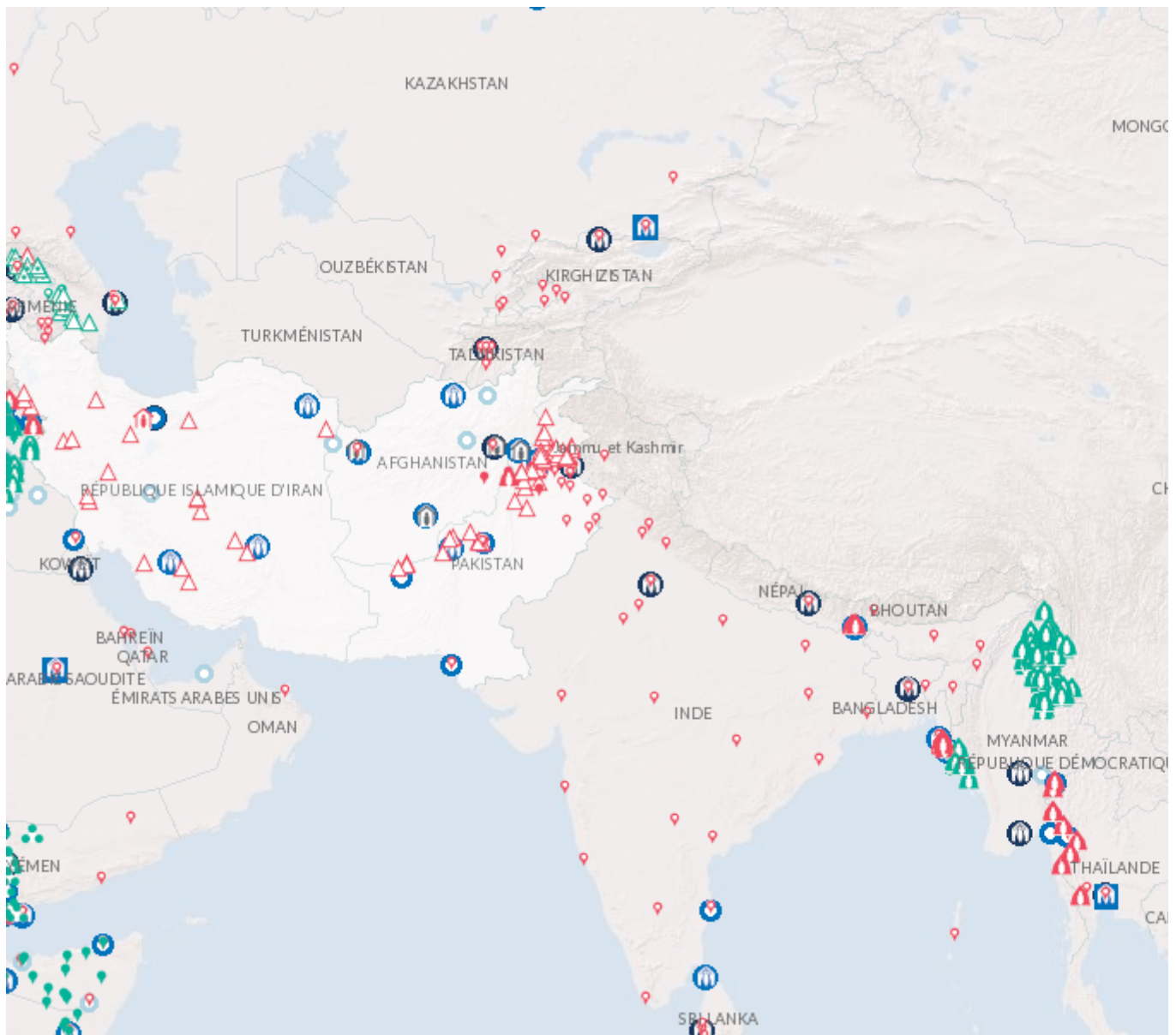


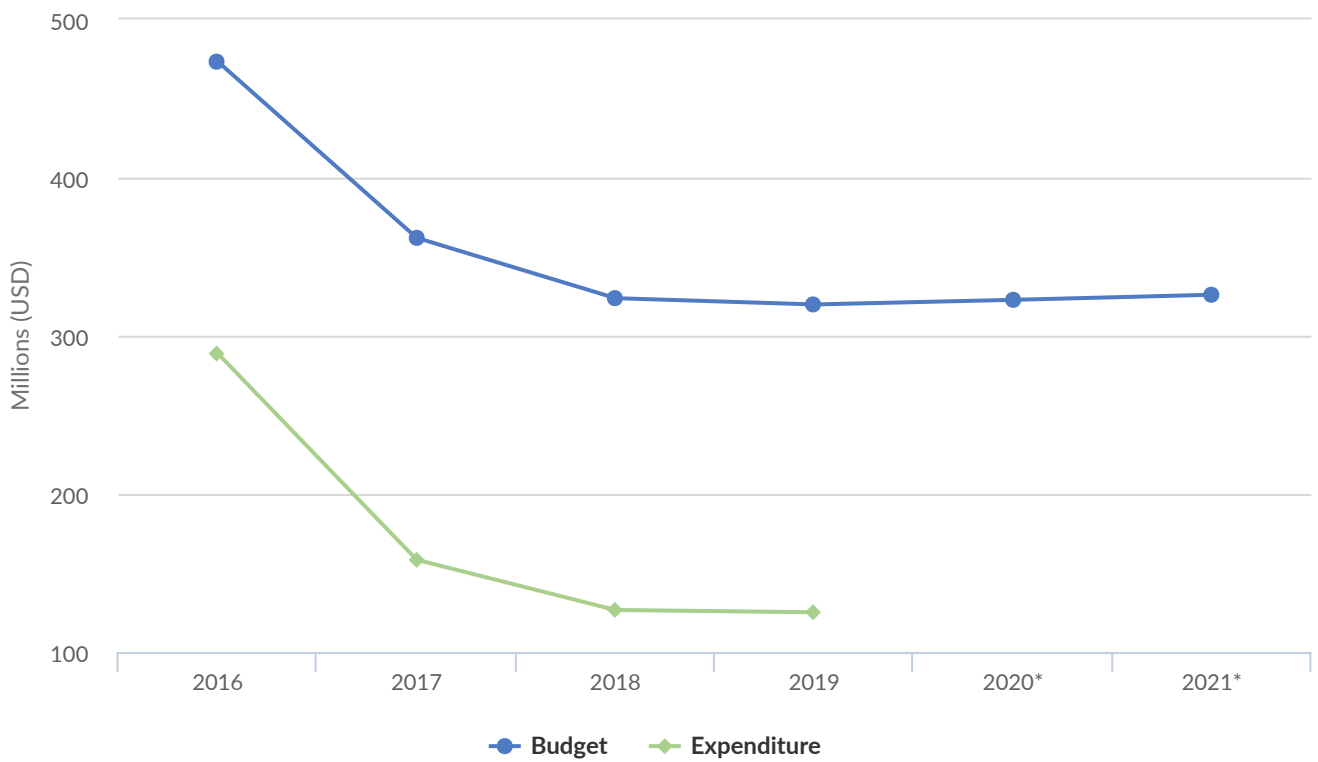
Subregion: South-West Asia

| Afghanistan | Iran (République islamique d') | Pakistan |

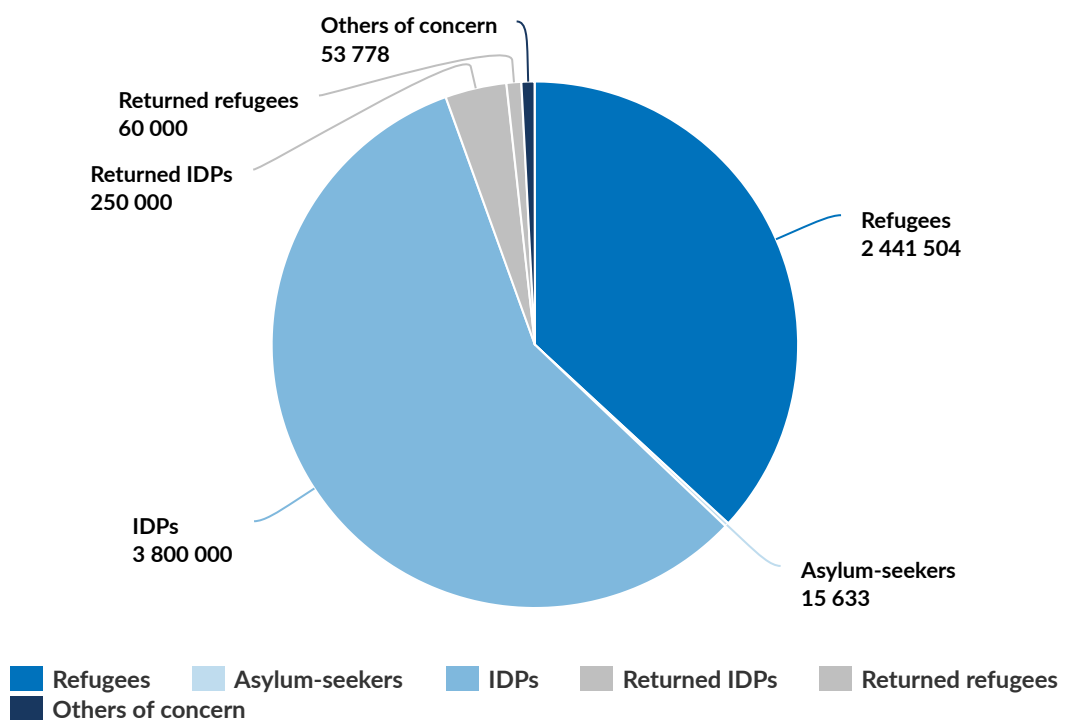


The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Budgets and Expenditure in Subregion South-West Asia



People of Concern - 2021 [projected]



Les informations opérationnelles concernant la sous-région de l'Asie du Sud-Ouest sont présentées ci-dessous. Un résumé peut également être téléchargé au format PDF. Cette sous-région couvre les pays suivants :

Afghanistan | République islamique d'Iran | Pakistan

RÉSUMÉ DU PLAN 2021

Environnement opérationnel

Après plus de quatre décennies de déplacement, les réfugiés afghans constituent l'une des situations de réfugiés prolongées les plus vastes au monde et l'une des plus importantes crises de déplacement de l'histoire moderne. Le sommet d'Islamabad sur les réfugiés, organisé par le Gouvernement pakistanais et le HCR en 2020, a donné l'occasion de réfléchir aux progrès, aux difficultés et aux enseignements tirés au fil des années. Les participants ont souligné la nécessité de s'orienter vers la recherche de solutions, en s'appuyant sur les résultats du Pacte mondial sur les réfugiés et du premier Forum mondial sur les réfugiés. Il a été largement admis que les conséquences locales, régionales et mondiales de la situation de déplacement prolongé des Afghans requièrent un nouvel engagement en faveur de solutions durables en Afghanistan et d'un partage des responsabilités plus équitable et prévisible avec les principaux pays hôtes. Cet engagement constitue la base du travail de la plateforme de soutien à la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans (SSAR) qui s'efforce de mobiliser un soutien pour la mise en œuvre des priorités opérationnelles de la SSAR en mobilisant une base élargie de partenaires, notamment des acteurs du développement, des donateurs non traditionnels, des membres du secteur privé et de la société civile.

Les incertitudes entourant les transitions politiques, l'escalade de la violence et l'accès limité aux services essentiels et aux moyens de subsistance en Afghanistan ont continué de peser sur la décision des réfugiés de rentrer dans leur pays. Du fait de ces facteurs, associés à l'impact de la pandémie de COVID-19 et aux restrictions des déplacements qui y sont liées, l'Afghanistan a enregistré en 2020, le nombre le plus faible de retours (2000 rapatriés) depuis 2002. En même temps, en 2020, plus de 320 000 personnes restaient déplacées à l'intérieur des frontières en raison du conflit dans 32 des 34 provinces afghanes. Selon les Nations Unies, 93% des habitants afghans devront vivre avec moins de 2 dollars (USD) par jour en 2021 ; et 30,5 millions de personnes ont un besoin urgent d'aide sociale pour les soutenir face aux chocs et à l'impact économique de la pandémie.

Pourtant, le début des toutes premières négociations de paix entre Afghans représente une étape historique et un espoir de paix et de stabilité et pourrait préparer la voie vers la solution tant attendue du rapatriement volontaire. La conférence de 2020 sur l'Afghanistan et les documents qui en sont issus, notamment le Cadre national de paix et de développement de l'Afghanistan II (2021-2025) et le Cadre de partenariat sur l'Afghanistan ont ancré l'impératif de solutions au déplacement forcé dans les plans de développement de l'Afghanistan et dans les partenariats avec la communauté internationale.

En dépit des tensions considérables sur leurs infrastructures, exacerbées par les répercussions de la pandémie, les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan continuent d'accueillir des millions de réfugiés afghans et de citoyens afghans avec différents statuts et de maintenir leurs politiques d'inclusion, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la formation et des soins de santé.

Stratégie : réponse et mise en œuvre

À l'échelle de la région, la principale politique et le cadre opérationnel restent la SSAR dont les priorités sont les suivantes :

Faciliter le rapatriement volontaire, notamment en :

i) soutenant le Gouvernement afghan dans la distribution de terres aux rapatriés ;

- ii) investissant dans les ressources humaines, la résilience et les compétences transférables des réfugiés dans les pays hôtes pour accroître le potentiel de retour et de réintégration ;
- iii) concevant une assistance sur mesure pour permettre de la pérenniser après le retour ; et
- iv) aidant les gouvernements hôtes pour l'enregistrement, le recueil de données et la délivrance de documents d'identité, afin de soutenir une gestion réglementée des frontières et de guider les programmes transfrontaliers de retour et de réintégration.

La principale priorité en 2021 sera la mise en œuvre de l'opération de vérification des informations et de renouvellement des documents d'identité (DRIVE) au Pakistan, qui permettra de contrôler les données et de délivrer de nouveaux documents biométriques à 1,4 million de réfugiés enregistrés. L'ensemble de données actualisées et élargies recueillies grâce à DRIVE guidera les interventions de protection et d'assistance au Pakistan et, point important, permettra de mieux cibler les interventions axées sur les solutions en Afghanistan, notamment les investissements dans les zones prioritaires de retour et de réintégration (PARR).

Renforcer les capacités et créer les conditions d'une réintégration durable en Afghanistan par des investissements humanitaires, de développement et de la paix multisectoriels et basés sur des zones géographiques correspondant aux PARR. Les PARR font le lien entre les projets communautaires à court et moyen terme et les programmes de développement à long terme et encouragent les investissements dans le secteur privé, au bénéfice de l'ensemble de la population, dont les rapatriés et les déplacés internes mais aussi les communautés locales.

Canaliser des investissements supplémentaires dans les services publics nationaux de la République islamique d'Iran et du Pakistan (éducation, soins de santé, formation professionnelle et protection sociale) pour atténuer l'impact sur les systèmes nationaux et soutenir les politiques inclusives des gouvernements hôtes. Au Pakistan, le pilier de la SSAR est l'Initiative pour les zones d'accueil ou touchées par la présence de réfugiés (RAHA), bénéficiant aussi bien aux réfugiés qu'aux communautés qui les accueillent grâce à des investissements dans les prestations de services nationaux. En République islamique d'Iran, la SSAR se concentre sur l'élargissement de l'accès à l'éducation nationale et aux soins de santé, en particulier de l'assurance maladie universelle du Gouvernement.

Les besoins les plus urgents, identifiés par les Gouvernements des Républiques islamiques d'Afghanistan, d'Iran et du Pakistan et le HCR sont décrits dans un portefeuille régional de projets évolutifs et intitulé « Plateforme de soutien à la SSAR : un partenariat pour la solidarité et la résilience ».

Le HCR continuera de servir de secrétariat au groupe restreint de la plateforme de soutien pour la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans, actuellement composé de l'Allemagne, du Danemark, des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Qatar, de la République de Corée, de la Suisse, de la Turquie, de la Banque asiatique de développement, de la Banque mondiale, du PNUD et de l'Union européenne. Le groupe restreint jouera un rôle important pour redynamiser le soutien à la SSAR et mobiliser de nouveaux partenaires.

2021 Budget for South-West Asia | USD

Operation	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 2 Stateless programme	Pillar 3 Reintegration projects	Pillar 4 IDP projects	Total
Afghanistan	25,261,489	0	72,132,605	26,119,426	123,513,519
Islamic Republic of Iran	97,214,239	0	0	0	97,214,239
Pakistan	77,457,250	762,000	27,014,146	0	105,233,396
Total	199,932,977	762,000	99,146,751	26,119,426	325,961,154
